

Pour le surplus, le gouvernement du Sultan fait allusion à l'attitude de Schaefer dans les deux pays qu'il aurait été obligé de quitter : la Turquie (menées arméniennes) (sic !) et l'Égypte (l'incident avec les pachas).

Tout cela est donc bien opposé au point de vue des Puissances qui se basait sur les plans établis dès avant la guerre gréco-turque et qui prévoyait l'autonomie de l'île de Crète sous la suzeraineté du Sultan mais avec un gouverneur chrétien. Aussi l'une après l'autre les Puissances tentèrent-elles de se distancer de la candidature Schaefer.

On a prétendu que le gouvernement de Guillaume II aurait également été pour quelque chose dans la résistance de la Porte et qu'après avoir acquis la conviction que Schaefer était l'homme de l'Angleterre, le Reich aurait préféré ce biais au lieu de renier son accord officiel donné à la candidature Schaefer.

Interprétant à sa façon l'attitude intransigeante du Sultan, le comte GOLUCHOWSKI, d'ailleurs froissé par les commentaires hâtifs que la presse avait donnés de son entretien avec Schaefer, profite de l'occasion pour lancer un démenti par l'organe de sa chancellerie, le « Fremdenblatt », et propose aux Puissances de remettre le règlement de la question crétoise entre les mains des ambassadeurs à Constantinople.

Après l'Allemagne et l'Autriche, la Russie revint également sur sa décision, et la candidature Schaefer de tomber définitivement à l'eau surtout lorsque les ambassades avancèrent un nouveau nom, celui du prince Georges de Grèce.

Comme toujours, les piliers de café grand-ducaux eurent raison : d'abord ahuris par le projet de leur compatriote d'aller se fourvoyer dans ce guépier politique qu'était la Crète, quelques-uns de ses amis lui avaient bien prédit le sort de Dédale emprisonné dans son propre labyrinthe.

Pour ces béotiens — casaniers et avec cela autoritaires, qui devaient ignorer les étranges perspectives d'une vie seigneuriale menée sous le plus doux des climats et à l'ombre de montagnes qui cachaient les vestiges d'une admirable culture enfouie — il ne pouvait être question de malchance pour Schaefer-Bey. Ils trouvaient, au contraire, que sa place n'était pas en un lieu où environ 300.000 âmes passaient leur vie dans la médiocrité sinon dans l'indigence.

Remué par les sentiments les plus contradictoires, Charles Schaefer eut l'occasion de suivre l'évolution de la question candiotte : après le désintéressement total de l'Autriche et de l'Allemagne en avril 1898, les autres Puissances divisèrent l'île en quatre départements, puis nommèrent haut-commissaire le prince GEORGES DE GRÈCE qui résida en Crète jusqu'en 1906. L'administration placée sous la suzeraineté du Sultan devint au cours des années assez autonome, même trop aux yeux de Venizelos et de Sphakianakis qui réclamaient sans cesse l'union avec la Grèce. Celle-ci fut consommée en 1913.